

Communiqué de presse

La langue occitane : on en parle ! Résultats de l'enquête sociolinguistique 2020

Le 31 août 2020 - **Tandis que la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie ont figuré cet été parmi les destinations préférées des Français, une enquête pilotée par l'Office public de la langue occitane (OPLO) pointe les risques de disparition d'une langue régionale pourtant plébiscitée par ses habitants.**

Appelée aussi langue d'oc, l'occitan est une langue romane qui compte quelque 542 000 locuteurs de 15 ans et plus en régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, ainsi que sur le territoire frontalier du Val d'Aran (Espagne). Millénaire, elle est enseignée dans les universités du monde entier et dotée d'une littérature prestigieuse, mais elle est aujourd'hui encore méconnue du grand public.

L'occitan : bien plus qu'une langue

Préserver une langue, c'est tout simplement préserver une culture et une identité.

Dans la grande consultation publiée par l'OPLO cette semaine*, réalisée pour la deuxième fois depuis 10 ans, les habitants de Nouvelle-Aquitaine, d'Occitanie et du Val d'Aran déclarent que la culture occitane est indissociable de sa langue. **85% des 8000 personnes interrogées estiment que l'occitan permet aux gens de s'attacher à leur territoire et 92% souhaitent son maintien ou son développement.**

S'il est encore plutôt bien compris, il n'est plus parlé que par 7 % des personnes interrogées, avec une chute de 3 à 4 points en 10 ans.

L'occitan suscite pour autant un grand attachement : 43% de l'échantillon déclarent comprendre ne serait-ce qu'un petit peu l'occitan et 81 % sont favorables au développement d'une offre d'enseignement de l'occitan de la maternelle au lycée.

« *L'enseignement est un vecteur incontournable de déploiement de la langue occitane. De l'école maternelle, en passant par le secondaire et jusqu'à l'université; pour les enfants ou pour les adultes, les modalités d'enseignement et de transmission de l'occitan sont multiples. Une langue qui vit, c'est avant tout une langue qui se transmet !* » souligne **Charline Claveau, Présidente de l'OPLO.**

Chiffres - clés de l'enquête

- Locuteurs : 66% d'hommes, 56% en zone rurale, 66 ans en moyenne
- 70% l'ont appris par la famille
- 30% des parents avec des notions d'occitan les ont transmises à leurs enfants
- 66% des interviewés ont une personne qui parle/parlait occitan dans leur entourage
- 14% des parents d'enfants de moins de 18 ans déclarent que leurs enfants suivent/ont suivi des cours d'occitan

Aujourd'hui, on parle occitan essentiellement au sein de la sphère privée (79%) et c'est surtout dans la presse de proximité que les personnes déclarent le lire (66%), avec un usage en hausse sur les sites internet et les réseaux sociaux.

Deux tiers des habitants souhaitent désormais une présence renforcée de l'occitan dans les médias : si la presse écrite quotidienne et hebdomadaire recueille 46 % des suffrages, les sites de streaming ou de podcast sont devenus un vecteur d'information en occitan pour 62% des locuteurs de moins de 30 ans.

Les habitants en faveur du développement de la langue occitane

Deux tiers des habitants interrogés estiment que l'occitan doit sortir de la sphère privée, à l'école en premier lieu, et **8 personnes sur 10 se disent favorables à des actions publiques :** 7 sur 10 sont plutôt favorables au développement des pratiques bilingues dans les lieux publics et 87 % sont favorables à la proposition d'étoffer et de communiquer sur la pratique culturelle occitane (théâtre, concerts, festivals, cinéma).

Rentrée scolaire 2020 : une dynamique enclenchée avec les territoires

L'enquête montre que ce sont les territoires proposant une offre d'enseignement élargie qui enrayeront la chute du nombre de locuteurs, avec des taux d'occitanophones parmi les plus importants du territoire interrégional, comme les Pyrénées-Atlantiques (12% de locuteurs), l'Aveyron (18% de locuteurs), ou la Lozère (22% de locuteurs).

Dans ces départements, et sur l'ensemble de son territoire, l'OPLO contribue largement au développement de l'enseignement intensif de l'occitan avec des dispositifs dédiés :

- Manuels scolaires à disposition de tous les élèves bénéficiant d'un enseignement de l'occitan
- Dessins animés et séries doublés en occitan
- Chèques livres pour l'achat d'ouvrage jeunesse en occitan
- Journées et semaines occitanes dans les collèges et lycées
- Bourses d'études aux étudiants et aide à la formation des enseignants

Écoles, cours, universités... L'Office met par ailleurs à la disposition des élèves, parents et adultes, une carte interactive permettant à chacun de trouver un enseignement de proximité.

Recruter de nouveaux locuteurs

Fort du soutien de l'Éducation nationale, qui a doublé ses subventions pour l'année 2020/2021, et au regard des réalités du territoire étendu de la langue occitane, l'OPLO va adopter dès la fin de l'année une stratégie territoriale qui permettra de prioriser des zones d'action en fonction des indicateurs qui figurent au sein de l'enquête sociolinguistique.

Enfin, de façon plus globale, la mise en œuvre effective et la valorisation de l'enseignement des langues régionales appelle aujourd'hui :

- **à la mise en œuvre d'un plan national de développement des langues régionales**, en particulier pour l'occitan qui reste aujourd'hui une des langues de France les moins bien dotées par l'État au regard des territoires et des populations concernées.

- **à l'instauration d'un statut légal et juridique de l'enseignement des langues régionales** de France qui soit protecteur et permette une vraie complémentarité avec l'enseignement des langues vivantes étrangères. Ce statut permettrait une mise en adéquation avec les conventions internationales auxquelles la France a adhéré en matière de protection de la diversité linguistique et culturelle.

*« Si le renforcement de l'apprentissage des langues vivantes étrangères doit être considéré très positivement, il convient que ce ne soit pas au détriment de l'enseignement des langues régionales. Car force est de constater que l'enseignement des langues régionales est plus qu'auparavant en concurrence, au lycée en particulier, avec l'enseignement des langues étrangères, ce qui a des conséquences sur leur attractivité et les choix qui s'imposent aux élèves » relève **Charline Claveau, qui conclut** : « Les bénéfices de l'apprentissage bilingue dès le plus jeune âge ne sont plus à démontrer. Le choix fort du binôme français / langue régionale doit s'intégrer, en revanche, dans un projet sociétal plus large qui repose sur le concept de « bi-plurilinguisme ». L'occitan, situé au carrefour des langues romanes et se positionne comme une clé d'entrée vers ses voisines espagnoles, italiennes, portugaises... qui font de notre langue un véritable passeport pour le monde ! »*

A propos de l'OPLO : l'Office public de la langue occitane est un groupement d'intérêt public (GIP) entre l'État et les Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie. Il est né en 2016 d'une conviction partagée par l'État et les Régions de l'absolue nécessité de soutenir et renforcer les politiques partenariales menées en faveur de la langue occitane. Dans son périmètre d'action, qui s'étend du massif central aux Pyrénées, l'OPLO soutient la promotion de l'occitan et favorise l'enseignement et la transmission de la langue régionale. Le bilinguisme précoce français-occitan occupe une place centrale au sein du plan d'action de l'Office, qui joue aujourd'hui un rôle clé d'animateur entre les institutions publiques (Éducation nationale, Régions, départements), les opérateurs linguistiques et les parents.

** L'enquête a été réalisée auprès de 8000 personnes dans 21 départements de Nouvelle-Aquitaine (43%) et d'Occitanie (57% des interviewés), ainsi que du Val d'Aran/Espagne (0,1%). Source : www.ofici-occitan.eu/fr. Le projet a été cofinancé à hauteur de 65% par le Fonds européen de développement régional (FEDER) via le Programme Interreg V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020), dans le cadre du projet IRAKASLEGIAK. L'objectif du POCTEFA est de renforcer l'intégration économique et sociale de l'espace frontalier Espagne-France-Andorre. Son aide est concentrée sur le développement d'activités économiques, sociales et environnementales transfrontalières par le biais de stratégies conjointes qui favorisent le développement durable du territoire.*